



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure et mesures d'urgences
en application de l'article L.178-1 du code de l'environnement
à l'encontre de la société ANTILLES GAZ
exploitant d'une installation de remplissage de gaz de pétrole liquéfié implantés sur le
territoire de la commune du Lamentin**

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L.171-2, L.511-1 et L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. DESPLANQUES (Etienne) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1993, autorisant la société ANTILLES-GAZ sur son site du Lamentin, ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 donnant acte de l'actualisation d'une étude de dangers et portant prescriptions complémentaires ;
- Vu le rapport d'inspection des installations classées du 16 septembre 2025 ;

www.martinique.pref.gouv.fr

Préfecture de la Martinique - rue Victor Sévère - BP 647/648 - 97 262 Fort-de-France CEDEX

Tel :05 96 39 36 00 -

Vu les consultations de l'exploitant sur le présent projet d'arrêté préfectoral en dates du 27 octobre 2025 et du 1^{er} décembre 2025 auxquelles il a répondu le 20 novembre 2025 et 2 décembre respectivement;

Considérant ce qui suit :

1. L'établissement ANTILLES GAZ est classé SEVESO seuil bas et soumis à autorisation pour son activité d'emplissage et de requalification de bouteilles de GPL ;
2. L'inspection du 16 septembre 2025 a révélé des manquements graves en matière de :
 - prévention du risque d'incendie et de surpression ;
 - fiabilité des systèmes de détection de fuite de gaz ;
 - Procédures d'urgence ;
3. Ces manquements exposent à des risques accidentels majeurs non couverts par l'étude de dangers en vigueur ;
4. En outre, ces manquements ont déjà fait l'objet de demandes d'actions correctives et de transmission de justificatifs à la suite de l'inspection du 2 octobre 2024 ;
5. L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs demandés ni engagé les actions correctives dans les délais impartis ;
6. L'exploitant n'a pas justifié les mesures compensatoires à mettre en place en cas d'indisponibilité de plusieurs soupapes de sécurité au-delà de 3 mois, ce qui est un évènement non couvert par les dispositions de son étude de dangers et il convient par conséquent de fixer des mesures d'urgence de manière compensatoire ;
7. L'activité du site Antilles-Gaz a évolué depuis la dernière validation de son étude de dangers actée par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 susvisé et ce document nécessite d'être actualisé en conséquence ;
8. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ANTILLES GAZ de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ainsi que celles de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1993 susvisé ;
9. l'exploitant a formulé des observations sur le projet d'arrêté par courriel du 21 novembre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Martinique

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société ANTILLES GAZ est mise en demeure de se conformer aux prescriptions suivantes sous les délais mentionnés ci-après à compter de la date de notification du présent arrêté:

Dans un délai de 3 mois :

- les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1993. Il transmet notamment le bilan des déclenchements des détecteurs gaz suivi depuis 2024 (avant/après rotation des opérateurs).
- les prescriptions de l'article 54 de l'arrêté du 4 octobre 2010 :
 - Il transmet notamment les justificatifs de la modification de la vanne à action maintenue par une vanne 3 voies, sa prise en compte dans l'étude de dangers, et les preuves du tarage de la soupape désignée TSV5017 ;
 - Il propose des actions correctives dans le cadre du risque lié au cumul d'indisponibilités avec traçabilité des mesures compensatoires en prenant en compte le stock de soupapes compatibles avec tous les types.

En outre, l'exploitant est tenu de transmettre l'expression des besoins associée à sa demande de remplacement des cellules des détecteurs gaz auprès de son fournisseur ainsi que les preuves de leur remplacement.

Dans un délai de 6 mois :

- les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1993 en actualisant le plan d'opération interne. Cette actualisation doit notamment comporter un nouvel emplacement pour le point de regroupement si il est justifié par l'étude de dangers actualisée telle que mentionnée au point suivant.
- les prescriptions de l'article 51 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Il transmet notamment la mise à jour de l'étude de dangers pour :
 - intégrer les nouveaux tarages des soupapes ;
 - préciser les procédures en cas d'indisponibilités multiples ;

Il précisera en outre l'impact de la révision de l'étude de dangers sur la disponibilité des MMR (Mesure de Maîtrise des Risques).

Par ailleurs, l'exploitant s'engage à :

1. transmettre mensuellement à l'inspection des installations classées un point d'avancement détaillé sur l'élaboration de l'étude de dangers, incluant :
 - les étapes réalisées et les éventuels blocages rencontrés ;

- un échéancier actualisé des travaux restants.
- 2. mettre en œuvre, sans attendre l'échéance finale fixée par le présent arrêté, toutes les dispositions en matière de mesures de maîtrise des risques qui peuvent l'être, notamment :
 - la révision des procédures liées aux indisponibilités des équipements critiques ;
 - l'intégration des nouveaux tarages de soupapes dans les documents opérationnels ;
 - toute autre mesure corrective identifiée comme prioritaire pour réduire les risques résiduels.
- les prescriptions de l'article 54 de l'arrêté du 4 octobre 2010 :
 - Il propose des actions correctives dans le cadre du risque lié au cumul d'indisponibilités avec traçabilité des mesures compensatoires.
 - Ces propositions des mesures correctives doivent prendre en compte la révision des procédures pour les indisponibilités supérieures à 3 mois.
- les prescriptions de l'article 55 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Il transmet notamment la note de dimensionnement des détections gaz/flammes incluant :
 - - le schéma d'implantation actualisés (avec justification des emplacements) ;
 - - le calcul des seuils de détection (gaz/flammes) et la preuve de leur adéquation aux risques ;
 - - la prise en compte des vents dominants (simulations ou mesures in situ).

Article 2 – Mesures d'urgence

L'exploitant met en place, sans délai, des mesures d'urgence telles que des mesures organisationnelles et techniques renforcées, pour compenser la totalité de la période d'indisponibilité ou de défaut de tarage (absence de rapport justificatif) des soupapes de sécurité. Une consigne sera formalisée.

Article 3 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge société ANTILLES GAZ.

Article 4– Sanctions

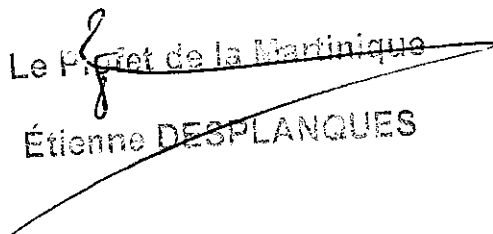
En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant.

Article 5 – Publicité et exécution

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ANTILLES GAZ.

Fort-de-France, le **11 DEC. 2025**


Le Préfet de la Martinique
Étienne DESPLANQUES

Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.
